

Les irradiés de la République en justice

Anciens militaires ou appelés, ils sont des centaines à se regrouper comme victimes des essais nucléaires français.

Effrayants, incroyables. Les témoignages de ces anciens appelés du contingent ou militaires professionnels en service au Sahara ou en Polynésie de 1960 à 1996 lors des 210 essais nucléaires français font très froid dans le dos. Depuis deux ans, un peu partout en France, comme samedi à Ploëmel, des quinquas et sexagénaires se regroupent au sein de l'Association nationale des victimes des essais nucléaires (1) pour demander « vérité et justice » auprès de l'État.

« Les tribunaux sont prêts à reconnaître les insuffisances et négligences de l'Armée. Mais il nous faut vos centaines de témoignages », a indiqué M^e Jean-Paul Teissonnière. Une très grosse peinture dont le cabinet d'avocats a ferrailé pour les victimes de l'amiante et celles de l'attentat de Karachi.

En short sous le nuage radioactif

Jean-Michel L. avait 19 ans lorsqu'il fit son service comme mécanicien à Ineket, dans le désert algérien. « On réparait des véhicules qui avaient tourné dans la poussière radioactive depuis 6 à 8 ans. La décontamination c'était un coup de jet d'eau sur la carrosserie, c'est tout. On finissait les combinaisons qui avaient été portées



L'avocat Jean-Paul Teissonnière, chargé de défendre les intérêts des victimes des essais nucléaires français, parmi quelques Bretons de cette association nationale qui a réuni samedi à Ploëmel une centaine de personnes. De gauche à droite : Danielle Bourhis et sa fille Catherine (M. Bourhis, est décédé d'un cancer à 51 ans ; appelé du contingent en Polynésie en 1973 il réparait les avions chargés des prélèvements dans le nuage radioactif), Jean-Yves Le Saux, ancien appelé en Algérie ; M^e Teissonnière et Michel Cariou, lieutenant de vaisseau dans la Marine nationale et atomicien à Mururoa pendant dix ans.

sur la zone de tir comme bleu de mécano. » Les six premiers mois après son retour à la vie civile, il souffre de vertiges. A 30 ans il perd la moitié de ses dents et constate des saigne-

ments aux intestins ; à 40, les crises de vertiges reviennent pendant six ans. « Ils faisaient ce qu'ils voulaient de nous. J'ai été hospitalisé quinze jours lâbas pour une opération dans

le ventre. Je n'ai jamais su pourquoi. »

Valentin Muntz, 62 ans, est resté 20 mois comme appelé. Il installait des sismographes près des « points zéro » des tirs souterrains. « Le 1^{er} mai 1962 le vent a tourné et nous avons reçu une partie du nuage radioactif. On était en short et chemisette. »

Deux fois plus de cancers chez les vétérans

Michel Cariou était lieutenant de vaisseau dans la Marine. Ancien chef du service nucléaire à Lille Longue, près de Brest, cet atomicien « spécialiste en radio protection » a fait six campagnes de tirs à « Muru » entre 1966 et 1976. En 2001, il demande son dossier médical aux armées où apparaissent les résultats d'analyse d'urine de l'époque. « J'ai refait les calculs de contamination radioactive. Ils dépassent de 45 fois la quantité maximale admissible. » Aujourd'hui il souffre d'affections osseuses anormales.

Comme en Algérie, en Polynésie des centaines de personnels et des populations civiles ont été contaminés de manière invisible et au jour le jour par les particules radioactives portées par le vent, l'eau de mer, les aliments. « Mururoa était un laboratoire nucléaire à ciel ouvert. On vivait dans et sur le labo. »

L'Aven a déjà collecté 770

questionnaires type auprès de vétérans des essais nucléaires. 91 % présentent une ou plusieurs maladies, 31,6 % ont subi un ou plusieurs cancers (le pourcentage est de 17 % pour les hommes de moins de 65 ans en France). Les cancers du sang sont 100 fois plus nombreux que pour la population française. La liste d'autres pathologies (maladies de peau, affections des os et muscles) est encore longue. « Ce ne sont pas des accidents isolés, estime M^e Teissonnière. Mais quelque chose qui est de l'ordre de la catastrophe collective qui a frappé des centaines de personnes. » L'affaire des victimes des essais nucléaires français n'en est qu'à ses débuts judiciaires.

Patrick CAILLIEZ.

(1) Aven, 187 montée de Choulans, 69005 Lyon. Tél : 04 78 36 93 03. E-mail : aven@aven.org. Selon l'Aven 150 000 personnes auraient participé, pour la plupart involontairement, aux essais nucléaires français en Algérie et Pacifique.

Le questionnaire santé est disponible contre un timbre de 0,70 € auprès de Claude Barrot, Aven Finistère, BP 615, 29186 Concarneau cedex.

Pour le Morbihan : Aven 56, Jean-Yves le Saulx, Hôtel du Roi Arthur, Lac au Duc 56 800 Ploëmel.